

L'INDISPENSABLE REFORME

Par Jean-Claude COURDY

En politique, il existe un mot magique, une espèce de miroir aux alouettes auquel se laissent prendre les candidats désireux de se faire élire comme ceux déjà élus qui veulent conserver leur position de pouvoir : le mot réforme. On veut réformer à tout prix même si on n'atteint presque jamais le but recherché. Dans l'ère d'austérité que traverse le monde entier, seul le Japon a réussi à tirer son épingle du jeu à contre-courant de ce que les économistes les plus brillants du moment aux Etats-Unis et dans les instances internationales préconisent comme politiquement ou économiquement correct. La Chine attend et pense ainsi conserver son de deuxième puissance économique mondiale.

En Europe, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande doivent faire face à une nouvelle tranche d'austérité. La Grèce doit supprimer quinze mille postes de fonctionnaires alors que le chômage national dépasse les trente pour cent et il suffit de quelques difficultés politiques au Portugal pour augmenter le poids de la dette de plusieurs milliards. L'Europe recule chaque jour l'échéance d'une grande réforme politique de la zone euro. Le problème structurel essentiel tient aux difficultés d'une harmonisation des législations nationales, notamment pour ce qui concerne l'argent. Le monde financier européen continue de fonctionner dans l'ignorance d'une centralisation nécessaire de la réglementation. Dans leur diversité, les vingt-huit pays qui la composent dont seize pour la zone euro proprement dite, refusent d'écarter la moindre parcelle de leur souverainisme. Il en va ainsi dans un monde où depuis des lustres règne un jacobinisme national. A la remorque idéologique des USA, personne ne s'aviserait d'imposer des limites à la souveraineté nationale des nations les plus avancées. Les pays émergents qu'on appelle les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud), faute d'une entente avec les pays riches d'un côté et les pauvres de l'autre sont en train de revoir leurs prévisions de croissance à la baisse. En avril 2013, la Chine comptabilisait 8,1% de croissance et le Brésil, 3%. En juillet de la même année, la Chine descendait à 7,8% et le Brésil à 2,5%. Cette diminution est d'autant plus significative que des investissements venus d'ailleurs n'ont d'autre résultat que l'amputation de cette souveraineté nationale qu'on voudrait voir se perpétuer. On pourrait se référer à l'exemple de l'émirat du QATAR qui s'approprie à coup de dollars tout et n'importe quoi, hôtels de luxe ou clubs de football, ou à celui de la Chine qui colonise les pays les plus pauvres d'Afrique, envahit de ses capitaux, les Etats-Unis ou l'Europe tout en élevant au niveau d'institution un capitalisme d'Etat, source d'inégalités.

La Chine et la réforme politique

Tout cela se passe dans un désordre mondial qui rend inopérantes les initiatives économiques prises à l'échelle de chacune des nations. Haro contre les protectionnismes qu'on avance comme des solutions de recours mais dont on se refuse à assumer les conséquences. Si les pays émergents, selon un de nos confrères, contaminent la croissance mondiale, c'est le refus de pays industrialisés européens de procéder à une réforme

politique en profondeur qui paralyse toutes les tentatives de croissance. Rien ne devrait empêcher l'Europe des vingt-huit de se doter d'une gouvernance communautaire. Il n'y a aucun obstacle essentiel à créer un gouvernement d'harmonisation des législations économiques et financières que l'Europe de Bruxelles n'a pas les pouvoirs d'assumer. Le cas des Etats-Unis, comme celui de la Chine doivent être analysés différemment, le premier au prisme d'une structure fédérale dont la répartition des pouvoirs devrait pouvoir évoluer et se moderniser, la seconde à travers l'obsolescence d'une organisation ultra centralisée par un parti unique. De tous les pays du monde, la Chine, la plus inégalitaire des nations, est la seule dont la baisse de la croissance soit un facteur de progrès. Mais, le progrès économique ne résout pas les problèmes d'une société accaparée par le Parti Communiste, minée du dedans par des minorités ethniques et religieuses. Or, la légère baisse de la croissance chinoise souhaitée depuis plusieurs années pour éviter la surchauffe commence à préoccuper sérieusement les caciques du PCC. Li Keqiang, le Premier ministre, avait bien affirmé, il y a deux mois que la marge de manœuvre pour relancer les investissements directs du gouvernement, n'était pas large. Or, face à la décélération, Pékin s'est résolu à annoncer des aides aux PME ainsi que des investissements dans les chemins de fer. Il est vrai que la production des usines chinoises s'est ralentie à son niveau le plus faible depuis dix mois. Cette relance ciblée n'est cependant pas une relance à la dimension du pays le plus peuplé de la planète.

La Chine accaparée par des tensions ethnico-religieuses

Des problèmes sociaux autrement plus graves préoccupent le gouvernement de Pékin. Deux régions importantes pour la Chine d'un point de vue stratégique, connaissent des tensions et des heurts entre populations et gouvernement central : Le Tibet et le Xinjiang. Les Tibétains au nombre de six millions deux cent mille conservent comme les Ouighours au Xinjiang un fort particularisme religieux, culturel et politique qui s'est traduit par des crises récurrentes. L'action internationale du Dalaï Lama provoque régulièrement à Pékin des réactions hostiles aux pays qui acceptent de recevoir le chef religieux considéré comme un indépendantiste forcené malgré ses tentatives de trouver avec les Chinois un arrangement acceptable pour les deux parties. Aujourd'hui, réfugié en Inde, à Dharamsala, le Dalaï Lama, intronisé à vie dans sa fonction, fait l'objet de supputations quant à sa succession. Si le gouvernement communiste réussissait à faire élire un nouveau Dalaï-Lama, il en finirait avec le gouvernement Tibétain en exil et effacerait toute velléité d'indépendance de la région. Le Tibet est actuellement troublé par une série d'immolations par le feu dont la cent dix-neuvième a eu lieu en mai 2013. Bien que les rencontres entre les émissaires du Dalaï-Lama et les représentants de Pékin aient tourné court depuis 2010, on assiste à des tentatives de reprise de pourparlers. Selon un de nos confrères, la directrice des affaires religieuses du PCC aurait déclaré qu'on ne peut s'en tenir à traiter le Dalaï-Lama comme un ennemi et qu'il y a d'autres méthodes que l'hostilité. Cette position de Pékin fait écho à des déclarations que nous avait faites le Dalaï-Lama avant la remise de son prix Nobel en 1989 : « nous ne contestons pas la souveraineté de la Chine sur le Tibet. Notre revendication n'est pas politique mais uniquement religieuse ». Même si le nouveau gouvernement chinois peut revenir sur la politique de l'ancien, avec la retraite de Hu Jintao, surnommé « le boucher de

Lhassa », les Tibétains ne sont pas au bout de leur peine pour faire aboutir leurs revendications.

Le Xinjiang sous surveillance

Les problèmes du Xinjiang, liés à des mesures sécuritaires et à un encadrement étroit de la pratique de l'islam, ont acculé Pékin à l'exercice d'un tout- répressif. A Urumchi, la capitale, la politique du gouvernement central est perçue comme une déclaration de guerre antimusulmane, destinée à « mettre au pas l'ethnie Ouïgour, une minorité turcophone de huit millions cinq cent mille individus. Pour contrer leur influence, Pékin tente de coloniser les régions rebelles en y favorisant comme au Tibet, l'installation de chinois de l'ethnie « HAN ». Il s'en est suivi des affrontements avec la police qui ont fait environ deux cents victimes en majorité Han, le 5 juillet 2009. La répression de l'armée chinoise a écrasé les Ouïgours, mais depuis mars 2013, des heurts sanglants se sont produits dans les régions de Kachgar, de Tourfan et de Hotan. L'ethnie des Han représente 40% de la population du Xinjiang mais 93% de la population chinoise. Pour Pékin, il s'agit donc de protéger les Hans à tout prix. Les mesures contre l'islam sont d'une sévérité exceptionnelle : interdiction du voile pour les femmes, de la barbe pour les hommes, de l'enseignement du Coran pour les enfants sans compter les interdictions dans la vie privée des individus pour permettre des arrestations massives de contrevenants et comme l'écrit un de nos confrères, « instiller la peur ».

Les réformes devraient être autant de pas en avant vers la démocratie mais le monde n'est pas encore dans cet état d'esprit. A chacun son nationalisme. Pour combien de temps ? Si l'exemple européen n'est pas le plus recommandable, celui de la Chine qui la fait apparaître comme un pays stable anticipe un effondrement semblable à celui de l'Union Soviétique en 1989.

Jean-Claude COURDY